

**FEDERATION FRANCAISE SPORTIVE DE  
TWIRLING BATON**

**Comité régional XXXX  
F.F.S.T.B.**



**STATUTS**

Adoptés le [Date de publication]

# SOMMAIRE

<b>TITRE I : NOM – OBJET – MISSIONS - SIEGE – DUREE - COMPOSITION .....</b>	<b>3</b>
Article 1 : Nom .....	3
Article 2 : Objet .....	3
Article 3 : Missions .....	3
Article 4 : Siège .....	4
Article 5 : Durée .....	5
Article 6 : Composition .....	5
<b>TITRE II : L'ASSEMBLEE GENERALE.....</b>	<b>6</b>
Article 7 : Composition de l'assemblée générale.....	6
Article 8 : Convocation de l'assemblée générale.....	6
Article 9 : Compétences de l'assemblée générale .....	6
<b>TITRE III : LES INSTANCES DIRIGEANTES .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 10 : Le Comité Directeur .....</b>	<b>7</b>
10.1. Composition du Comité Directeur .....	7
10.2. Election du Comité Directeur.....	7
10.3. Mode de scrutin.....	7
10.4. Convocation et conditions de délibération .....	8
10.5. Compétences .....	8
10.6. Dissolution .....	8
<b>Article 11 : Le Président.....</b>	<b>9</b>
11.1. Election .....	9
11.2. Compétences .....	9
<b>Article 12 : Le Bureau Directeur .....</b>	<b>10</b>
12.1. Composition .....	10
12.2. Convocation .....	10
12.3. Compétences .....	10
<b>TITRE IV : LES COMMISSIONS.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 13 : COMMISSION DE SURVEILLANCE DES OPERATIONS ELECTORALES .....</b>	<b>12</b>
13.1. Composition.....	12
13.2. Compétences .....	12
13.3. Modalités de saisine .....	13
<b>Article 14 : COMMISSION SPORTIVE.....</b>	<b>13</b>
14.1. Composition.....	13
14.2. Compétences .....	13
<b>TITRE V : DOTATIONS ET RESSOURCES ANNUELLES .....</b>	<b>14</b>
Article 15 : Ressources annuelles .....	14
Article 16 : La Comptabilité.....	14
<b>TITRE VI : MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION .....</b>	<b>15</b>
Article 17 : Modifications .....	15
Article 18 : Dissolution .....	15
<b>TITRE VII : SURVEILLANCE ET PUBLICITE .....</b>	<b>16</b>

# TITRE I : NOM – OBJET – MISSIONS - SIEGE – DUREE - COMPOSITION

## Article 1 : NOM

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association dénommée : « Comité régional XXXX F.F.S.T.B. ». Son ressort territorial correspond au ressort territorial de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du territoire XXXX.

## Article 2 : OBJET

Le Comité régional a pour objet de :

- grouper en son sein, sur le plan régional, les associations pratiquant la discipline du Twirling Bâton (maniement du bâton), dans toutes ses composantes, qui auront demandé et obtenu leur affiliation auprès de la Fédération Française Sportive de Twirling Bâton,
- provoquer dans le ressort territorial concerné la formation de nouvelles associations et de développer parmi la jeunesse féminine et masculine la technique du Twirling Bâton,
- assurer la formation, l'évolution et l'activité de toutes les associations intéressées par la technique du twirling bâton et ses activités de support (danse, gymnastique, ...)
- conseiller, soutenir et défendre les intérêts communs à toutes les associations affiliées à la F.F.S.T.B,
- aider au soutien de toutes les œuvres s'efforçant de réaliser pratiquement les conceptions de la Fédération,
- distribuer médailles et diplômes à l'occasion de championnats, stages et manifestations officielles de la F.F.S.T.B.

## Article 3 : MISSIONS

Le Comité régional s'interdit toute activité autre que son objet défini ci-dessus notamment d'ordre politique ou confessionnel. Elle s'interdit également de s'immiscer dans la direction ou le fonctionnement des associations qui la composent, mais elle s'intéresse à leur existence et leur fonctionnement en leur fournissant les directives administratives et techniques.

Elle s'interdit toute discrimination et veille au respect de ces principes par ses membres ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français,

Elle œuvre pour respecter le concept de développement durable et de protection de l'environnement dans ses actions.

Le Comité régional XXXX souscrit au contrat d'engagement républicain, qui est annexé aux présents statuts.

Les missions qui lui sont confiées par la Fédération selon l'article 3.1 du règlement intérieur de celle-ci, sont :

- une mission de représentation de la Fédération dans son ressort territorial (mouvement sportif, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat, etc.),
- une mission de liaison entre la Fédération et les associations affiliées et les organes déconcentrés de son ressort territorial,
- une mission de coordination et d'accompagnement des associations affiliées et des Comités Départementaux (CD) ou Interdépartementaux (CID) de son ressort territorial,
- une mission de contrôle du respect de la réglementation et des obligations fédérales par les associations affiliées et les Comités Départementaux (CD) ou Interdépartementaux (CID) de son ressort territorial et de leurs membres licenciés,
- l'organisation des épreuves éliminatoires des compétitions nationales (championnat départemental et régional, compétitions sélectives et phases finales) pour lesquelles elle reçoit les instructions fédérales.

Le Comité Directeur Fédéral de la F.F.S.T.B. peut lui confier toute autre mission relevant d'un intérêt général, dans le cadre de conventions.

Le Comité régional XXXX peut mettre en œuvre, dans son ressort territorial, des actions complémentaires de développement en lien avec le projet fédéral et ou avec les demandes des services déconcentrés du Ministère des Sports et des collectivités territoriales (Conseil régional, Conseil départemental).

En cas de défaillance mettant en péril l'exercice des missions qui lui ont été confiées par la F.F.S.T.B, le Comité Directeur Fédéral peut prendre toute mesure utile, y compris la suspension de ses activités, et sa mise sous tutelle, notamment financière.

#### **Article 4 : SIEGE**

Le Comité régional XXXX a son siège à l'adresse suivante : .

Il peut être transféré en tout autre lieu de cette commune par simple décision du Comité Directeur et dans une autre commune par délibération de l'Assemblée Générale.

## Article 5 : DUREE

Sa durée est illimitée, sous réserves des dispositions des articles 3.1 et 3.2 du règlement intérieur de la Fédération.

## Article 6 : COMPOSITION

Le Comité régional XXXX F.F.S.T.B. se compose de toutes les associations sportives affiliées à la F.F.S.T.B du territoire de la région XXXX, dont l'objet est la pratique d'une ou plusieurs de ses disciplines, constituées dans les conditions prévues par le Chapitre 1er du titre III du livre 1er du code du sport.

Elle peut comprendre également :

- des membres bienfaiteurs, personnes qui font appoint substantiel à l'association,
- des membres donateurs, personnes qui font un don en espèces ou en nature,
- des membres d'honneur, personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre est décerné par l'assemblée générale sur proposition du Comité Directeur de celui-ci. Ces membres ne sont pas assujettis à cotisation,
- des membres honoraires (Président, Vice-Président, Secrétaire, Trésorier, Membre). Le titre de membre honoraire peut être décerné aux anciens membres en témoignage de services rendus dans leur fonction d'administrateur. Ce titre est décerné par l'assemblée générale sur proposition du Comité Directeur. Ces membres ne sont pas assujettis à cotisation du Comité régional XXXX.

Le Comité régional XXXX ne peut délivrer de licence à titre individuel à une personne physique selon l'article 2.1 du règlement intérieur de la Fédération

## TITRE II : L'ASSEMBLEE GENERALE

### Article 7 : COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale se compose des représentants des associations sportives affiliées à la F.F.S.T.B, du ressort territorial des services déconcentrés du Ministère des Sports correspondant. Ces représentants, élus directement par les associations sportives affiliées, doivent être licenciés à la Fédération.

Le nombre de voix dont disposent les représentants des associations sportives affiliées est déterminé en fonction du même barème que celui retenu pour les assemblées générales de la Fédération.

### Article 8 : CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est convoquée par le Président du Comité régional, au moins une fois par an à la date fixée par son Comité Directeur.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour fixé par le Comité Directeur, est adressée aux associations sportives affiliées au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée générale.

L'assemblée générale se réunit chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres de l'assemblée générale représentant le tiers des voix.

### Article 9 : COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale du Comité régional XXXX. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière de l'association. Elle vote le budget annuel et approuve les comptes de l'exercice clos.

Elle fixe le montant des cotisations club et licence dues par les associations sportives affiliées. Ces montants doivent être fixés en proportion des services rendus par le Comité régional pour chaque type de licence et chaque type de pratique.

Elle adopte, sur proposition du Comité Directeur :

- le règlement financier du Comité régional,
- le règlement intérieur du Comité régional, qui ne saurait être incompatible avec celui de la Fédération.

Elle est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts excédant la gestion courante.

## TITRE III : LES INSTANCES DIRIGEANTES

### Article 10 : LE COMITE DIRECTEUR

#### 10.1. Composition du Comité Directeur

Le Comité régional est administrée par un Comité Directeur de XX à XX membres, licenciés à la F.F.S.T.B. dans une association sportive affiliée de son ressort territorial correspondant, qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'assemblée générale ou à une autre structure du Comité régional.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2028, l'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes n'est pas supérieur à un.

#### 10.2. Election du Comité Directeur

Les membres du Comité Directeur sont élus au scrutin secret pour une durée de quatre ans par l'assemblée générale des associations sportives affiliées.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le mandat du Comité Directeur expire, au plus tard, le 31 décembre qui suit les derniers Jeux Olympiques d'été.

En cas de vacance pour quelque motif que ce soit au sein du Comité Directeur, il devra être pourvu au remplacement du ou des membres défaillants, à l'occasion de la plus proche assemblée générale. Les nouveaux membres ainsi élus, n'exerceront leurs fonctions que jusqu'à l'expiration du mandat des membres qu'ils ont remplacés.

Est éligible au Comité Directeur toute personne ne faisant pas l'objet d'une interdiction de droit de vote ou d'éligibilité en vertu de l'article 131-26 du code pénal.

Le Président en exercice fait connaître la date de l'assemblée générale au cours de laquelle se dérouleront les élections et provoque la déclaration des candidatures au minimum un mois avant cette date. Celles-ci doivent parvenir au secrétariat du Comité régional XXXX au minimum dix jours avant la date de réunion du collège électoral par lettre recommandée avec AR, ou par courrier électronique, à l'aide de l'imprimé validé à cet effet par le Comité Directeur du Comité régional XXXX et accompagnées de la présentation d'un projet sportif pour la durée du mandat du Comité Directeur.

L'assemblée générale électorale du Comité régional XXXX devra avoir lieu avant l'assemblée générale électorale de la Fédération Française Sportive de Twirling Bâton.

La liste des candidatures est soumise au collège électoral par courriel.

#### 10.3. Mode de scrutin

Pour être éligible au Comité Directeur, tout candidat doit être licencié à la F.F.S.T.B depuis six mois au moins et licencié pour la saison en cours à la F.F.S.T.B dans une association sportive affiliée à la Comité régional XXXX.

Le Comité Directeur est élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Sont élus au premier tour de scrutin les candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Au second tour de scrutin l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Le dépôt d'une candidature n'est recevable que s'il est accompagné de la présentation d'un projet sportif pour la durée du mandat du comité Directeur.

Tout candidat doit être titulaire de la licence de l'année en cours, à la date du dépôt de sa candidature.

#### **10.4. Convocation et conditions de délibération**

Le Comité Directeur du Comité régional se réunit au moins trois fois par an.

Il est convoqué par le Président ou sur demande du quart de ses membres au moins.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour fixé par le Président, est adressée aux membres au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion du Comité Directeur.

Le Comité Directeur ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présent.

Le Président peut procéder à des consultations avec délibération par courrier électronique pour les questions ne pouvant attendre une réunion du Comité Directeur.

Les salariés, peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Comité Directeur s'ils y sont autorisés par le Président.

Les procès-verbaux des réunions du Comité Directeur sont signés par le Président et le Secrétaire Général. Ils sont transmis aux membres du Comité Directeur, aux associations sportives affiliées, à la Fédération et aux services déconcentrés du Ministère des Sports dont le Comité régional dépend.

#### **10.5. Compétences**

Le Comité Directeur suit l'exécution du budget.

#### **10.6. Dissolution**

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote de défiance intervenant dans les conditions ci-après :

- l'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande de ses membres représentant le tiers des voix. Le décompte des voix est établi à partir du nombre de licences validées à la date du dépôt de la motion de défiance,
- les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés,
- la révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

## Article 11 : LE PRESIDENT

### 11.1. Election

Le Président est choisi parmi les membres du Comité Directeur, sur proposition de celui-ci.

Il est élu, au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés dont disposent les représentants des associations affiliées composant le collège électoral présent au moment du vote. Il est élu pour une durée de quatre ans **et est rééligible un maximum de deux mandats, sauf si le Président effectue actuellement son troisième mandat ; il pourra alors briguer un quatrième mandat en 2024.** Le mandat du Président prend fin avec celui du Comité Directeur.

Si l'assemblée générale ne ratifie pas la proposition du Comité Directeur, celui-ci, après délibération, propose un autre candidat ou maintient la même candidature. Si à l'issue de ce deuxième tour, le candidat proposé n'a pas obtenu la majorité absolue, il est procédé dans les mêmes conditions à un troisième tour.

Si le vote de l'assemblée générale est toujours négatif, le résultat doit être considéré comme un vote de défiance à l'égard du Comité Directeur. Il est donc procédé à l'élection d'un nouveau Comité Directeur selon la procédure prévue par les statuts.

Sont incompatibles avec le mandat de Président du Comité régional, les fonctions de chef d'entreprise, Président de Conseil d'Administration, Président, membre de directoire, Président de conseil de surveillance, administrateur délégué, directeur général, directeur général adjoint ou gérant exercées dans les sociétés, entreprises ou établissements, dont l'activité consiste principalement dans l'exécution de travaux, la prestation de fournitures ou de services pour le compte ou sous le contrôle de la Fédération, de ses organes internes ou des associations sportives qui lui sont affiliées.

Les dispositions du présent article sont applicables à toute personne qui, directement ou par personne interposée, exerce en fait la direction de l'un des établissements, sociétés ou entreprises mentionnés ci-dessus

### 11.2. Compétences

Le Président préside les assemblées générales, le Comité Directeur et le Bureau Directeur.

Il ordonnance les dépenses.

Il représente le Comité régional dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

En cas d'empêchement ou d'absence du Président, celui-ci est remplacé par le Vice-Président.

En cas de vacance du poste de Président, le Comité Directeur procède à l'élection au scrutin secret, d'un membre du Bureau Directeur, qui est chargé d'exercer provisoirement les fonctions présidentielles. L'élection du nouveau Président doit intervenir au cours de la plus proche assemblée générale qui le choisit parmi les membres du Comité Directeur complété au préalable. Son mandat prendra fin en même temps que celui des autres membres du Comité Directeur.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Toutefois, la représentation de la Fédération en justice ne peut être assurée, à défaut du Président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

## Article 12 : LE BUREAU DIRECTEUR

### 12.1. Composition

Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau Directeur dont la composition est fixée par le règlement intérieur de Ligue et qui comprend **au moins XX membres** dont le Président, un Secrétaire Général et un Trésorier.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2028, l'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes n'est pas supérieur à un.

Le mandat du Bureau Directeur prend fin avec celui du Comité Directeur.

### 12.2. Convocation

Le Bureau Directeur se réunit au moins trois fois par an. Il est convoqué par le Président de Ligue. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour fixé par le Président, est adressée aux membres au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion du Bureau Directeur.

Le Bureau Directeur ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente. Le Président peut procéder à des consultations avec délibération par courrier électronique ou conférence téléphonique pour les questions ne pouvant attendre une réunion du Bureau Directeur. Les salariés de Ligue, peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Bureau Directeur de Ligue s'ils y sont autorisés par le Président.

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du Bureau Directeur de Ligue avant son terme normal par un vote de défiance intervenant dans les conditions ci-après :

- l'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande de ses membres représentant le tiers des voix. Le décompte des voix est établi à partir du nombre de licences validées à la date du dépôt de la motion de défiance,
- les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés,
- la révocation du Bureau Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

### 12.3. Compétences

Le Bureau Directeur règle par l'intermédiaire de son Président, toutes les affaires courantes, urgentes et d'exception ainsi que celles qui lui sont déléguées par le Comité Directeur.

Le Bureau Directeur représente le Comité régional dans ses rapports avec les tiers, veille à la gestion financière et prend toutes mesures qui ne sont pas du ressort de l'assemblée générale ou du Comité Directeur, auxquelles sont réservées les décisions importantes de caractère général.

Le Bureau Directeur présente à l'approbation du Comité Directeur et de l'assemblée générale, un rapport sur la gestion administrative, la situation financière, le projet de budget et d'une manière générale, toute autre question qu'il jugera utile.

Le Bureau Directeur exerce l'ensemble des attributions que les statuts n'attribuent pas à l'assemblée générale ou au Comité Directeur. Le règlement intérieur peut lui donner également d'autres attributions.

## TITRE IV : LES COMMISSIONS

Il est institué, au minimum, une commission de surveillance des opérations électorales.

Une ou des commissions sportives doivent aussi être créées.

De plus, le Comité Directeur peut instituer tout autre service ou commission dont la mise en place est nécessaire pour le bon fonctionnement du Comité régional.

### Article 13 : COMMISSION DE SURVEILLANCE DES OPERATIONS ELECTORALES

#### 13.1. Composition

La commission de surveillance des opérations électorales est composée de trois à cinq membres, dont un Président, nommés par le Comité Directeur.

Les membres de cette commission ne peuvent être candidats aux élections pour la désignation des instances dirigeantes de la Fédération ou de ses organes déconcentrés.

Les membres de la commission sont tenus à une obligation de discrétion absolue sur les informations dont ils sont amenés à avoir connaissance pendant ses réunions ou les opérations de vote. Ils sont en outre tenus de s'abstenir de toute déclaration publique.

#### 13.2. Compétences

La commission de surveillance des opérations électorales est chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du président et des instances dirigeantes, au respect des dispositions prévues par les statuts et le règlement intérieur.

Elle est chargée de veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote ainsi qu'à celle des opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de dénombrement des suffrages et de garantir aux électeurs ainsi qu'aux candidats, le libre exercice de leurs droits.

Elle est donc investie d'une mission de contrôle. Elle n'intervient pas dans l'organisation et le déroulement du scrutin en se substituant aux autorités responsables, en revanche, il lui appartient de veiller à ce que les dispositions prévues par les statuts ou le règlement intérieur concernant l'organisation et le déroulement du scrutin soient rigoureusement respectées.

La commission électorale a compétence pour émettre un avis sur la recevabilité des candidatures aux élections du Comité Directeur par une décision prise en premier et dernier ressort.

Les interventions de la commission se situent sur les plans suivants :

- elle a accès à tout moment aux bureaux de vote. Elle adresse tous conseils et forme à leur intention toutes observations susceptibles de les rappeler au respect des dispositions statutaires,

- contrôler l'identité et les mandats des votants ; elle peut de ce fait exclure des bureaux de vote, toute personne ne remplissant pas les conditions nécessaires pour participer au vote ou perturbant son déroulement,
- elle se fait présenter tout document nécessaire à l'exercice de ses missions,
- lorsqu'une irrégularité aura été constatée, les membres de cette commission peuvent exiger l'inscription d'observations au procès-verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après cette proclamation. Ces mentions contribueront à éclairer la juridiction éventuellement saisie d'un recours contentieux ou d'une action pénale.

Pour l'accomplissement de ses missions, la commission est assistée, à sa demande et en tant que de besoin, par le personnel.

La commission peut à la demande du Bureau contrôler la régularité des opérations de vote et de dépouillement de tout scrutin se déroulant dans le cadre d'une assemblée générale.

### **13.3. Modalités de saisine**

La commission tranche, le jour du scrutin, immédiatement et sans appel, toute question relative à son organisation et à son déroulement, sauf impossibilité manifeste.

Elle peut s'autosaisir ; elle peut également être saisie par :

tout candidat aux élections statutaires ou par le Président de l'organe déconcentré,

tout votant pour ce qui concerne sa capacité à voter ou le décompte du nombre de voix dont il dispose.

## **Article 14 : COMMISSION SPORTIVE**

### **14.1. Composition**

La Commission sportive est composée d'un responsable, nommé par le Comité Directeur sur proposition du Président du Comité régional, de 4 à 6 membres, nommés par le Comité Directeur sur proposition du responsable de cette Commission et choisis pour leur expertise technique dans ce domaine de compétence.

### **14.2. Compétences**

La Commission sportive est chargée, dans son domaine de compétence, de la gestion et de l'étude des dispositions d'ordre sportif, technique et fonctionnel nécessaires à l'organisation et au contrôle des groupes d'épreuves qui la concerne (freestyle, solo 1, 2 et 3 bâtons, strutting, rythmique twirl, duo, équipe twirling, équipe danse twirl, groupe twirling, épreuves majorettes, pompons et majorettes).

## TITRE V : DOTATIONS ET RESSOURCES ANNUELLES

### Article 15 : RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources annuelles comprennent :

- le revenu de ses biens,
- les cotisations et souscriptions des associations sportives affiliées et de leurs membres,
- le produit des manifestations organisées,
- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics,
- les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente,
- le produit des rétributions perçues pour services rendus,
- les produits de sponsoring – mécénat et autres,
- toutes autres ressources permises par la loi.

### Article 16 : LA COMPTABILITE

La comptabilité des organes déconcentrés est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur.

Elle fait apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et un bilan.

Il est justifié chaque année auprès des services déconcentrés du Ministère des Sports de l'emploi des fonds provenant des subventions reçues par le Comité régional au cours de l'exercice écoulé.

Le Président et le Trésorier ont la signature pour le Comité régional auprès des banques et des administrations en général.

## TITRE VI : MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

### Article 17 : MODIFICATIONS

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale de Ligue, sur proposition de son Comité Directeur ou sur proposition du tiers au moins des membres dont se compose l'assemblée générale, représentant au moins le tiers des voix.

Les statuts ne peuvent cependant être modifiés par l'assemblée générale de Ligue, qu'après avoir respecté les conditions prévues à l'article 3.2 des statuts de la F.F.S.T.B. et à l'article R 3.2 du règlement intérieur de la F.F.S.T.B.

Lorsque le Comité régional a reçu l'aval du Comité Directeur Fédéral sur le projet de modification des statuts, la convocation, accompagnée de l'ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressée aux associations sportives affiliées 15 jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée générale.

Cette convocation peut être effectuée par voie électronique, de même que l'envoi des propositions de modifications.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, est présente.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée générale est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, 8 jours au moins avant la date fixée pour la réunion. L'assemblée générale statue alors sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les représentants présents des associations sportives affiliées.

### Article 18 : DISSOLUTION

L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de Ligue que si elle est convoquée spécialement à cet effet et dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens. Il(s) attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique, ou à des établissements visés au dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 1er Juillet 1901.

## TITRE VII : SURVEILLANCE ET PUBLICITE

Les délibérations de l'assemblée générale concernant la modification des statuts, la dissolution de Ligue et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai à la Fédération et aux services déconcentrés du Ministère des Sports.

Le Président de Ligue ou son délégué fait connaître dans les trois mois à la Préfecture du Département ou à la Sous-Préfecture de l'arrondissement où il a son siège social tous les changements intervenus dans la direction de Ligue.

Les comptes rendus des assemblées générales et les rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année aux associations sportives affiliées, à la Fédération ainsi qu'aux services déconcentrés du Ministère des Sports.

Les documents administratifs de Ligue et ses pièces de comptabilité, dont un règlement financier, sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du ministre chargé des sports ou de son délégué, à tout fonctionnaire accrédité par l'un d'eux.

Les règlements prévus par les présents statuts et les autres règlements arrêtés par le Comité régional sont publiés par le Comité régional. La publication des décisions règlementaires peut, en application des dispositions R131-36 du Code du Sport, être effectuée par voie électronique.

Le règlement intérieur est préparé par le Comité Directeur et adopté par l'assemblée générale.

Le règlement intérieur de Ligue et les modifications qui lui sont apportées sont communiqués sans délai à la Fédération.